

AVIS D'APPEL D'OFFRES

Avis d'Appel d'Offres National Ouvert en procédure d'urgence N°003_BIS/AONO/MINCOM/CIPM/2025 du 21/03/2025 pour la réhabilitation de la Délégation Régionale de la Communication du Centre

1. Objet de l'Appel d'Offres

Dans le cadre de l'entretien permanent des infrastructures de son Département Ministériel, le Ministre de la Communication Maître d'Ouvrage, lance un Appel d'Offres national Ouvert pour la réhabilitation de La Délégation Régionale de la Communication Du Centre.

2. Consistance des travaux

Les travaux comprennent notamment :

- Travaux préparatoire-Etudes
- Terrassements
- Fondations
- Maçonnerie-élévation
- Menuiserie bois-aluminium-métallique
- Electricité-climatisation
- Plomberie-sanitaire
- Revêtement
- Peinture
- Voirie et réseau divers (VRD)

3. Tranches/Allotissement

Les travaux sont subdivisés en un lot unique

4. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de Quatre-vingt-neuf millions (89.000.000 Toutes Taxes Comprises (TTC)).

5. Délai prévisionnel d'exécution

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'Ouvrage Délégué pour la réalisation des travaux, objet du présent appel d'offres est de *six (06) mois soit cent quatre-vingt (180) jours calendaires*. Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de commencer les travaux.

6. Participation

La participation au présent appel d'offres est exclusivement réservé aux entreprises ou groupement d'entreprises de droit camerounais spécialisées dans le domaine du Bâtiment et Travaux Publics, catégorisées à la catégorie « D Bâtiment et équipements collectif » conformément aux dispositions de l'arrêté n°166/A/MINMAP du 07 juin 2022, fixant les modalités de catégorisation des entreprises du secteur du bâtiment et des travaux publics, et à la Lettre Circulaire n°000006/LC/MINMAP/CAB du 05 février 2025.

7. Financement

Les travaux objet du présent appel d'offres sont financés par le *Budget d'Investissement Public (BIP) du Ministère de la Communication, de l'exercice 2025, sur la ligne d'imputation budgétaire n°59 17 160 04 340010 523112.*

8. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est *en ligne*.

9. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission timbrée, acquitté à la main, délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des

finances pour émettre les cautions dans le domaines des marchés publics dont la liste figure dans la pièce 14 du DAO dont le montant s'élève à un million sept cent quatre-vingt mille (1 780 000) francs CFA et valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres.

L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre.

Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente.

La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

La caution de soumission ne peut pas être régularisée dans les délais réglementaires de 48 heures accordées par la Commission pour les pièces administratives absentes ou non conformes.

NB : La caution doit être accompagnée du récépissé de consignation délivrée par la Caisse de Dépôts et des Consignations (CDEC), conformément à la lettre circulaire N°000019/LC/MINMAP du 05 juin 2024. L'absence du récépissé de la CDEC à l'ouverture des plis entraînera le rejet pur et simple de l'offre.

10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier physique peut être consulté gratuitement dans les services du MO/MOD aux heures ouvrables à la Direction des Affaires Générales, Service des Marchés Publics, BP : 001 Yaoundé, téléphone : 222231351, dès publication du présent avis.

Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm).

11. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

la version électronique du dossier par téléchargement gratuit aux adresses sus indiquées. Toutefois, la soumission par voie physique ou électronique (le cas échéant) est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO. Contre versement d'une somme non remboursable des frais d'achat du DAO Cent mille (100 000) Francs CFA, payable au Trésor Public.

12. Remise des offres

L'offre devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>, au plus tard le jeudi 21 Aout 2025, date de réception des offres à 12 heures. Une copie de sauvegarde de l'offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra être transmise sous pli scellé dans les mêmes délais, à la Direction des Affaires Générales, Service des Marchés Publics, BP : 001 Yaoundé, téléphone : 222231351, avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », en plus de la mention : « Appel d'Offres National Ouvert en procédure d'urgence N°003_BIS/AONO/MINCOM/CIPM/2025 du 11/03/2025 pour la réhabilitation de la Délégation Régionale de la Communication du Centre ».

NB : Par ailleurs cette copie de sauvegarde devra contenir les originaux de la caution de soumission, de la quittance d'achat du DAO et du récépissé de la CEDEC. Ces originaux ne pourront être acceptés que si le soumissionnaire les a joints dans son offre déposé sur la plateforme de soumission en ligne COLEPS, ou enregistré sur la copie numérique de sauvegarde, en cas de dysfonctionnement de la plateforme.

Taille et format des fichiers

les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour l'Offre Administrative ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

13. Recevabilité des plis

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être placées dans des enveloppes différentes séparées et remises sous pli scellé.

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage et la Commission des Marchés :

- Les plis portant les indications sur l'identité du soumissionnaire ;
- Les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- *Les plis non-conformes au mode de soumission ;*
- Les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;
- L'absence de la copie de sauvegarde.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence ou la non-conformité de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours.

Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

L'absence du récépissé de la CDEC à l'ouverture des plis entraînera le rejet pur et simple de l'offre.

14. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fait en un temps et aura lieu le jeudi 21 Aout 2025 à 13 heures par la Commission Interne de Passation des Marchés du Ministère de la Communication, dans la salle de conférences du Ministère de la Communication, 1er étage du bâtiment principal abritant ses services à Yaoundé.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée même en cas de groupement d'entreprises.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux dispositions du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis de l'Appel d'Offres et conformément à la circulaire relative à la catégorisation.

15. Critères d'évaluation

15.1 Critères éliminatoires

Le non-respect d'au moins un de ces critères entraîne le rejet de l'offre du soumissionnaire.

Il s'agit notamment:

- de l'absence ou la non-conformité du cautionnement de soumission et du récépissé de la CDEC à l'ouverture des plis ;
- de la non production au-delà du délai de 48 h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis, (excepté le cautionnement de soumission);
- des fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou des pièces falsifiées ;
- du non-respect d'au moins un critère de qualification du conducteur des travaux ;
- de l'absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon des chantiers au cours des trois dernières années ;

- du non-respect du format de fichier des offres ;
- de l'absence de la copie de sauvegarde pour les soumissions en ligne, en cas de dysfonctionnement de la plateforme COLEPS ;
- L'absence d'un prix unitaire quantifiés ou d'un sous détail des prix unitaires dans l'Offre financière ;
- de l'absence de possession en propre ou en location d'un matériel minimum (à préciser par le maître d'Ouvrage) ;
- de l'absence ou de la non-conformité d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE, le SDP) ;
- de l'absence de la charte d'intégrité datée et signée avec la mention : « lu et approuvé » ;
- de l'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée, avec la mention : « lu et approuvé » ;
- de l'absence de l'attestation de visite de site signée sur l'honneur par le soumissionnaire ;
- de la non satisfaction d'au moins 80% de oui des critères essentiels ;
- de la non satisfaction des Preuves d'acceptation des conditions du marché.

15.2. Critères essentiels

Les critères essentiels à la qualification des soumissionnaires porteront à titre indicatif sur :

- la présentation générale de l'offre ;
- les références du soumissionnaire (liste de trois (03) contrats signés et enregistrés minimum sur les trois (03) dernières années assortis de PV de réception) ;
- la capacité financière délivrée par une banque, au moins cinquante millions (50 000 000) de francs CFA ;
- la qualification et l'expérience du personnel ;
- les moyens logistiques ;
- la méthodologie ;

NB : Le système de notation des offres est celui du mode binaire (oui ou non)

16. Attribution

Le Maître d'Ouvrage attribue le marché au soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification technique et financière requises et dont l'offre est évaluée la moins disante *en incluant le cas échéant les remises proposées.*

17. Nombre maximum de lots

Le présent appel d'offres porte sur un seul lot.

18. Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant *90 jours* à partir de la date limite initiale fixée pour la remise des offres.

19. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables à la Direction des Affaires Générales, Service des Marchés Publics, BP : 001 Yaoundé, téléphone : 222231351, ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>.

20. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption ou faits de mauvaises pratiques, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48.

Yaoundé le 23 JUIL 2025

Le Ministre de la Communication

Copie :

- MINMAP
- ARMP
- Président CIPM/MINCOM
- Affichage chrono



René Emmanuel Jadi

INVITATION TO TENDER

National Open Invitation to Tender in emergency procedure N°003_BIS/AONO/MINCOM/CIPM/2025 of 3rd June 2025
for the Renovation of the Regional Delegation of Communication for the Centre

1. Purpose of the Tender

Within the framework of the permanent maintenance of the infrastructure of his Ministry, the Minister of Communication, Project Owner, is launching a National Open Invitation to Tender for the rehabilitation of the Regional Delegation of Communication for the Centre.

2. Nature of Works

The works include notably:

- Preliminary works
- Earthworks
- Ground works
- Masonry-elevation
- Wood-aluminium-metal joinery
- Electricity and air conditioning
- Plumbing and sanitation
- Cladding
- Painting
- Access roads and various networks

3. Sections/Allotment

The works comprise a single lot.

4. Estimated cost

The estimated cost of the operation following the preliminary studies is Eighty-nine million (89,000,000) including all taxes.

5. Estimated execution deadline

The maximum duration set by the project owner or the delegated project owner for the conduct of works under this call for tenders is six months (06), i.e. one hundred and eighty (180) calendar days. This execution deadline shall take effect from the date of notification of the Service Order prescribing the commencement of works.

6. Participation

Participation in this call for tender is exclusively reserved for companies or groups of companies incorporated under Cameroonian law specialising in the field of building and public works, under category 'D - Building and public facilities' in accordance with the provisions of Order No. 166/A/MINMAP of 07 June 2022, to lay down the terms and conditions for the classification of companies in the building and public works sector, and Circular Letter No. 000006/LC/MINMAP/CAB of 05 February 2025.

7. Financing

The works subject to this call for tenders shall be financed by the Public Investment Budget (BIP) of the Ministry of Communication, for the 2025 financial year, with budgetary allocation No. 59 17 160 04 340010 523112.

8. Submission mode

The submission mode for this consultation shall be *online*.

9. Bid bond

Each bidder shall include in his administrative documents a stamped, hand-paid bid bond issued by a body or financial institution authorised by the Minister of Finance to issue bid bonds within the framework of public contracts, the list of which appears in Exhibit 14 of the DAO, an amount of **one million seven hundred and eighty thousand (1,780,000) CFA francs CFA**. Bid bonds shall be valid for a period of thirty (30) days with effect from the deadline for the submission of bids.

The absence of a bid bond issued by a first class bank or a first class financial institution authorised by the Ministry of Finance to issue bonds within the framework of public contracts will result in the outright rejection of the bid.

Any bid not compliant with the requirements of this call for tender and the tender file shall be considered absent. A bid bond presented by a tenderer during the tender opening session shall be rejected.

Tender securities shall not be rectified within the 48-hour period allowed by the Commission for missing or non-compliant administrative documents.

NB: The said deposit must be accompanied by the deposit receipt issued by the Deposits and Consignments Fund (CDEC), in accordance with Circular letter No. 000019/LC/MINMAP of 05 June 2024. In case the CDEC receipt is absent when the bids are opened, the bid shall be outright rejected.

10. Consultation of the tender file

The physical file shall be consulted free of charge in the services of the MO/MOD during working hours at the Department of General Affairs, Public contracts service, PO BOX 001 Yaoundé, 222231351, upon publication of this notice..

It can also be consulted online on the COLEPS platform via <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> on the ARMP website (www.armac.cm).

11. Acquisition of the tender file

The electronic version of the tender file may be downloaded free of charge from the above addresses. However, submission by physical or electronic means (where applicable) shall be subject to the payment of the DAO purchase fees. Against payment of a non-refundable sum of the cost of purchasing the DAO One hundred thousand (100,000) CFA F, payable to the Public Treasury.

12. Submission of tenders

The tender shall be submitted to the tenderer on the COLEPS platform to the addresses <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>, no later than on Thursday 21st August 2025, the date for receipt of tenders at 12p.m. A back-up copy of the tender recorded on a USB key or CD/DVD must be submitted in a sealed envelope within the same time limit, to the Department of General Affairs, Public contracts service, PO BOX: 001 Yaoundé, telephone: 222231351, with a clear and legible indication 'backup copy', added to the reference: 'Open National Call for Tenders in emergency procedure N°003_BIS/AONO/MINCOM/CIPM/2025 for the rehabilitation of the Regional Delegation of Communication for the Centre'

NB: In addition, this backup copy must contain the originals of the bid bond, the DAO purchase receipt and the CEDEC receipt. These originals shall only be accepted if the tenderer has included them in his tender submitted on the COLEPS online tender platform, or saved on the digital backup copy, in the event of the platform not working.

File size and format

The maximum sizes of the documents that will transit on the platform and constitute the tenderer's offer are as follows:

- 5 MB for the Administrative Offer;
- 5 MB for the Technical Offer;

- 15 MB for the Financial Offer.

The following formats are accepted:

- PDF format for text documents;
- JPEG for images.

Applicants must use compression software to reduce the size of the files to be transmitted.

13. Submission of bids

The administrative documents, the technical offer and the financial offer must be placed in separate envelopes and submitted in a sealed envelope.

The project owner and the Contracts Committee will not accept:

- Envelopes bearing details of the tenderer's identity;
- Applications received after the deadline for submission;
- *Envelopes that do not comply with the submission method;*
- Envelopes without an indication of the identity of the tenderer;
- The absence of a backup copy.

Any offer that is incomplete pursuant to the provisions of the Tender Documents will be declared inadmissible. In particular, the absence or non-conformity of the bid bond issued by a body or financial institution approved by the Minister in charge of finance to issue bonds in the field of public procurement or failure to comply with the models of the documents in the tender documents will result in the outright rejection of the tender without any recourse.

A bid bond produced but having no connection with the tender concerned will be considered absent. A bid bond presented by a tenderer during the tender opening session shall not be accepted. -

If the CDEC receipt is not present when the bids are opened, the bid will be rejected outright.

14. Opening of bids

Tenders will be opened at once on Thursday 21st August 2025 at 1p.m. by the Ministry of Communication's Internal Contract Award Committee in the conference room of the Ministry of Communication on the 1st floor of the main building housing its departments in Yaoundé.

Only tenderers may attend this opening session or be represented by a single duly authorised person of their choice, even in the case of a group of companies.

Under penalty of rejection, the documents required in the administrative file must be produced in originals or certified true copies by the issuing department or the competent administrative authority, in accordance with the provisions of the Special Rules for Invitations to Tender. They must be less than three (03) months old or have been drawn up after the date of signature of the notice of invitation to tender and in accordance with the circular relating to categorisation.

15. Evaluation criteria

15.2 Eliminatory criteria

Failure to comply with at least one of these criteria will result in the rejection of the tenderer's offer.

This includes notably:

- Failure to comply with at least one of these criteria will result in the rejection of the tenderer's offer.
- failure to produce, after the deadline of 48 hours following the opening of bids, a document in the administrative file deemed to be non-compliant or missing when the bids were opened (with the exception of the bid bond);
- false declarations, fraudulent manoeuvres or forged documents;
- failure to comply with at least one qualification criterion for the works supervisor;
- lack of a commitment on honour not to have abandoned a construction site over the last three years;

- failure to comply with the tender file format;
- Lack of a back-up copy for online bids, in case the COLEPS platform does not operate;
- Lack of a quantified unit price or a sub-detail of unit prices in the Financial statement of the bid;
- lack of owning or renting minimum equipment (to be specified by the Project owner);
- the absence or non-conformity of an element of the Financial Offer (bid, BPU, DQE, SDP);
- the absence of the integrity charter dated and signed with the words: "read and approved"
- Lack of the declaration of commitment to comply with environmental and social clauses, dated and signed, with the words "read and approved"
- lack of a site visit certificate signed on honour by the tenderer
- Non-compliance of at least 80% of the essential criteria;
- Non-compliance with proof of acceptance of the terms of the contract.

15.3. Basic requirements

The basic requirements for qualification shall include:

- general presentation of tenders;
- the tenderer's references (at least three (03) signed and registered contracts over the last three (03) years, accompanied by acceptance certificates);
- financial capacity issued by a bank, at least fifty million (50,000,000) CFA francs;
- qualifications and experience of the personnel;
- Logistics;
- Work methodology;

NB: The rating system for tenders shall be binary (yes or no).

16. Award of the contract

The project owner awards the contract to the bidder who has submitted a bid that meets the required technical and financial qualification criteria and whose bid is evaluated as the lowest, including any discounts offered, where application.

17. Maximum number of lots

This call for tender comprise a single lot.

18. Period of validity of tenders

Bidders remain bound by their bid for 90 days from the initial deadline.

19. Additional information

Further information may be obtained during working hours from the Department of General Affairs, Public contracts service, PO BOX 001 Yaoundé, telephone: 222231351, or online from the COLEPS platform via <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>.

20. Fight against corruption and bad practices

To report corrupt practices, facts or acts, please call CONAC on 1517, or the Ministry of Public Contracts (MINMAP) (SMS or call) through the following numbers: (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48.

Yaoundé on **23 JUL 2025**
The Minister of Communication

Copies:

- MINMAP
- ARMP
- President CIPM/MINCOM
- Archives/Chrono


René Emmanuel Sadi